

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**  
**Bureau de l'environnement**

**ARRETE PREFECTORAL**

du 17 avril 2008

**autorisant le SIVU des CARRIERES D'OTTROTT et de SAINT-NABOR**  
**à exploiter une carrière en vue de sa remise en état**  
**sur le territoire des communes de SAINT-NABOR et OTTROTT**

**Le Préfet de la Région Alsace**  
**Préfet du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Bas-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 septembre 1999,
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2004 instituant, pour une durée illimitée, le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique des Carrières d'Ottrott et de Saint-Nabor ayant pour objet la gestion du site des carrières,
- VU** la demande enregistrée le 27 août 2007, par laquelle le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) des Carrières d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, dont le siège social est sis à la Mairie de Saint-Nabor – 10 rue des Carrières - 67530 – Saint-Nabor, représenté par sa Présidente, sollicite l'autorisation de reprendre l'exploitation d'une carrière de matériaux massifs, située sur le territoire des communes de SAINT-NABOR et OTTROTT,
- VU** les observations émises lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 novembre au 10 décembre 2007 et l'avis favorable de la commission d'enquête,
- VU** les avis des conseils municipaux de Heiligenstein, Barr et Obernai,
- VU** les avis émis par les services administratifs concernés,
- VU** le rapport du 18 février 2008 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 4 mars 2008,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation tels que le respect des dispositions du schéma départemental des carrières et des plans locaux d'urbanisme ainsi que les mesures techniques prévues dans le dossier de demande d'autorisation permettent de limiter les inconvénients et dangers,

**CONSIDÉRANT** que le dernier titulaire de l'autorisation d'exploiter la carrière n'a pas respecté, avant sa mise en liquidation judiciaire, l'intégralité des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2000 lui imposant la mise en sécurité de la carrière,

**CONSIDÉRANT** que l'objet du présent arrêté vise à la mise en sécurité des fronts de taille résultant d'exploitations antérieures et à la remise en état du site, répondant ainsi aux prescriptions de l'arrêté du 25 janvier 2000 susvisé,

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, notamment, les mesures régulières de niveau acoustique et de vibrations lors des tirs de mines, les analyses qualitatives et quantitatives des eaux de la source dite "Petite Source de Saint-Nabor", l'utilisation préférentielle de la voie ferrée pour l'évacuation des matériaux dès que celle-ci aura été remise en état entre la gare de Rosheim et le site de la carrière, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**CONSIDÉRANT** que le carreau de la carrière est traversé d'Est en Ouest, par un chemin rural et par des réseaux d'adduction d'eau potable et des réseaux électriques et de télécommunication dont il conviendra de préserver l'intégrité et de respecter les servitudes liées à leur utilisation et à leur conservation,

**APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **A R R Ê T E**

## I- PORTÉE DE L'AUTORISATION

### **Article 1<sup>er</sup> – CHAMP D'APPLICATION**

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) des Carrières d'OTTROTT et de SAINT-NABOR, dont le siège social est sis à la Mairie de Saint-Nabor – 10 rue des Carrières - 67530 – Saint-Nabor, représenté par son Président, est autorisé, dans le but de l'exécution de travaux de mise en sécurité des fronts abandonnés et de sa remise en état, à reprendre l'exploitation d'une carrière de matériaux massifs, située sur le territoire des communes de SAINT-NABOR et OTTROTT, et, à exploiter des installations de traitement des matériaux.

L'exploitation de cette carrière relève de la législation sur les installations classées et comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Exploitation de carrière	2510-1	A	Tonnage maximal annuel : 1 000 000 tonnes Tonnage moyen annuel : 600 000 t, dont production commercialisable : 380 000 tonnes
Installations de broyage, concassage, criblage et mélange de pierres, cailloux et autres produits minéraux naturels et artificiels, la puissance installée des machines étant supérieure à 200 kW	2515-1	A	

A = Autorisation

### **Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation d'exploitation de la carrière, relevant de la rubrique 2510, est accordée pour une durée de **6 ans** à compter de sa notification.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation, l'extraction des matériaux commercialisables est achevée neuf mois avant cette échéance.

### **Article 3 - PÉRIMÈTRE AUTORISÉ**

Par référence au plan cadastral, le périmètre autorisé pour l'exploitation de la carrière est limité aux parcelles suivantes :

Communes	Sections	Parcelles
SAINT-NABOR	B	425/256 – 426/256 – 251p – 252
	AD	1 – 2 – 4
OTTROTT	D	58/10pp – 11 – 12 – 13pp – 14pp – 16pp – 17pp

Le périmètre d'exploitation s'insère dans le polygone défini sur le plan dressé le 3 juillet 2007 à l'échelle de 1/1 000<sup>e</sup>, dont un exemplaire à l'échelle de 1/3 000<sup>e</sup> est joint au présent arrêté d'autorisation d'exploiter.

Le polygone visé ci-dessus comprend les points suivants :

- Ta, Tc, U, V, C, Bc, I2, H2, G2, F2, E2, D2, C2, B2, A2, Dg, Dh, V, X, N2, N3, M2, M3, L1, L2, K2, J2, K3, W, Y et Tb.

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession doit être déclarée à l'inspecteur des installations classées.

## **II- RÈGLES GÉNÉRALES**

### **Article 4- CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant.

### **Article 5 - MISE EN SERVICE**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### **Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### **Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale préalable. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

#### **Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant doit le notifier au préfet au moins six mois avant cette cessation.

Il est joint à la notification au préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés précédemment et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- les mesures prises pour les matériaux, matériels et installations fixes pouvant subsister sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

### **III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

## AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

### **Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES :**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant :

- met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- place des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- aménage les accès à la voirie publique de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. A cet effet, les voies d'accès sont revêtues.

Pendant toute la durée de l'exploitation, les zones en attente de traitement sont interdites à toutes personnes. Des merlons provisoires de protection, doublés de pancartes rappelant l'interdiction formelle d'approcher de la zone dangereuse, sont mis en place dès le début des travaux.

### **Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :**

Dès qu'ont été mis en place les aménagements et les équipements prescrits à l'article 9 ci-dessus, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation.

Cette déclaration transmise en trois exemplaires, est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31 du présent arrêté.

## SÉCURITÉ DU PUBLIC

### **Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Les clôtures existant sur le périmètre de la carrière, sont surveillées en permanence et maintenues en bon état. De même, les pancartes signalant le danger posées sur ces clôtures sont remises en état en tant que de besoin. Des portails fermant à clé complètent ce dispositif.

Des autorisations particulières de passage pour les riverains seront étudiées au cas par cas par l'exploitant, de manière à limiter l'emprunt du chemin rural et à prévenir tout risque de porter atteinte à l'intégrité des personnes et des biens appelés à y circuler.

Les banquettes séparant les gradins doivent avoir une largeur minimale de 10 mètres, à l'exception de celles existant déjà en partie Est du front de Saint-Nabor. Les pistes de circulation doivent être situées à au moins 2 mètres de l'aplomb du gradin inférieur. Le bord extérieur des banquettes doit être garni d'un merlon de sécurité dont la hauteur est égale au rayon des plus grandes roues des engins appelés à y circuler. De manière temporaire, ce merlon peut être interrompu au niveau de la verse des matériaux.

## **Article 12 - DISTANCES DE REcul – PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :**

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Dans le cadre des travaux exécutés à proximité de lignes électriques, de canalisations ou de réseaux de télécommunication, l'exploitant veillera au respect des dispositions relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains ou aériens de transport ou de distribution. Ceci vaut particulièrement pour les travaux qui seront effectués au voisinage du chemin rural situé sur la l'axe intercommunal.

## **CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE**

## **Article 13 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :**

**Article 13.1. Matérialisation des distances de sécurité.** Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.

**Article 13.2. Décapage.** Aucune extraction n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,

### **Article 13.3. Découvertes archéologiques et paléontologiques**

Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques et paléontologiques, est immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie).

### **Article 13.4. Mesures relatives aux espèces protégées**

L'exploitant prend l'attache du service chargé de la protection de la nature afin de formaliser un cahier des charges présentant les mesures visant à confirmer, préciser et pérenniser la gestion et la protection des espèces floristiques et faunistiques rencontrées sur le site.

Par ailleurs, il présente au même service les demandes de dérogation à l'interdiction de détruire ou d'altérer le milieu particulier ou à la capture et à l'enlèvement des espèces d'amphibiens et de reptiles présentes sur le site.

Le cas échéant, la durée de la validité de la présente autorisation peut être prolongée à concurrence du délai imparti pour l'instruction de la dérogation et de celui nécessaire à l'exécution des prescriptions qui en découleraient.

### **Article 13.5. Evacuation hors du site des terres de découverte**

L'évacuation hors du site des terres de découverte est interdite.

## **Article 14 - EXPLOITATION :**

Les travaux d'extraction visent à mettre en sécurité les fronts résultant d'extractions antérieures.

Les terrassements sont menés du haut vers le bas, par tranches successives d'environ 100 mètres de longueur. Ils débutent par le front dit "de Saint-Nabor", de l'Est vers l'Ouest et se poursuivent sur celui dit "d'Ottrott", également de l'Est vers l'Ouest.

### **Article 14.1. Décapage**

Les parties supérieures des fronts de taille sont mises à nu par décapage des terres végétales pouvant être dissociées des matériaux.

Les matériaux de découverte des parties sommitales sont extraits à l'aide de pelleteuses. Impropres à leur commercialisation, ils sont utilisés prioritairement pour la confection des merlons de sécurité devant border les pistes de circulation et ceux prévus sur le carreau existant.

Le merlon de protection sur le carreau dit "d'Athen" est confectionné dès le début de la première phase d'exploitation, de manière à s'assurer que des visiteurs éventuels ne puissent s'approcher du pied du front de taille devant demeurer en l'état.

Les travaux de réalisation de ce merlon, y compris la pose de clôtures définitives sera assurée avant la fin de la première phase triennale d'exploitation.

### **Article 14.2. Extraction**

Les matériaux des couches inférieures sont abattus à l'aide de produits explosifs.

Après abattage, ceux-ci sont poussés vers les niveaux inférieurs, où ils sont repris pour être dirigés soit vers les installations de traitement, soit vers les emplacements réservés à la confection des merlons de sécurité sur le carreau.



Le découpage et le talutage des fronts s'effectuent suivant les dispositions prévues sur le plan à l'échelle de 1/1 000<sup>e</sup> annexé au dossier de demande et les coupes des profils S1 à S12 et O1 à O8 intégrées dans le dossier.

L'accès à toutes les banquettes doit être assuré en tout temps de manière à pouvoir intervenir pour tous travaux tels que les rectifications de gradins ou purge des fronts.

Aucune extraction de matériaux n'est effectuée à partir du carreau existant.

### **Article 14.3. Traitement des matériaux**

Les matériaux commercialisables transitent dans des installations de broyage, concassage et criblage situées en deçà du merlon de sécurité passive à ériger préalablement à la mise en place de ces installations.

### **Article 14.4. Transport des matériaux**

Des précautions particulières sont prises pour la circulation des véhicules et engins au droit du chemin rural situé sur la limite intercommunale, notamment compte tenu de la possibilité de circulation accordée nominativement et coup par coup aux propriétaires, et à leurs ayants droits, des terrains situés à l'Ouest du périmètre de la carrière.

L'évacuation des matériaux hors du site de la carrière s'effectue par la route (80%) et par la voie ferrée (20%) dès que celle-ci aura été remise en état.

La comptabilisation des tonnages évacués par chacun de ces modes est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les véhicules de transport empruntent obligatoirement la voie de contournement de l'agglomération de Saint-Nabor mise en place à cet effet. Les conditions d'entretien et de remise en état de cette voie seront gérées en concertation avec le gestionnaire de cette dernière.

## **PLANS ET BILANS D'EXPLOITATION**

### **Article 15 - CONTENU DU PLAN :**

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/1000<sup>ème</sup>.

Des coupes à une échelle identique portant sur les profils S1 à S12 et O1 à O8 complètent ce plan.

Dans les secteurs en cours d'exploitation ou de remise en état, l'exploitant dresse des plans de détails complémentaires à l'échelle de 1/500<sup>ème</sup> (voire 1/200<sup>e</sup>, à la demande de l'inspecteur des installations classées).

Sur le plan à l'échelle de 1/1000<sup>ème</sup> sont reportés :

- les dates des levés,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,

- les bords de la fouille,
- les limites de sécurité définies à l'article 12,
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,
- l'emplacement exact du bornage,
- la position des dispositifs de clôture,
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,
- l'emplacement des installations de traitement des matériaux,
- l'étendue des zones où l'exploitation est terminée et celles remises en état,
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière et internes à cette dernière,

#### **Article 16 - MISE À JOUR :**

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 15, au moins une fois par trimestre par une personne ou un organisme compétent.

#### **Article 17 - COMMUNICATION DU PLAN :**

Le plan d'exploitation est conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 15, en particulier les profils annexés, est communiqué à l'inspection des installations classées au cours de la première quinzaine du mois qui suit le trimestre au cours duquel il est mis à jour.

#### **Article 18 - BILAN DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX :**

En même temps que la communication du plan prévue à l'article 17, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un bilan portant sur :

- les volumes abattus, traités, mis en remblais (confection des merlons ou autres) et évacués du site ;
- la situation par secteur, des travaux réalisés et restant à effectuer ;
- l'analyse de l'avancement de ces travaux, compte tenu du délai accordé par la présente autorisation ;
- les difficultés rencontrées pour l'extraction, le traitement, la mise en sécurité, la remise en état, l'évacuation des matériaux.

<h3><b>PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES</b></h3>
--

#### **Article 19 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations ainsi que les voies de circulation et les aires de stationnement sont entretenus en permanence.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

## **Article 20 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :**

### **Article 20.1. Stockage et distribution d'hydrocarbures**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

L'aire de distribution de liquides inflammables est reliée à un séparateur à hydrocarbures, régulièrement entretenu et vidangé.

Les factures d'enlèvement sont conservées et présentées à l'inspection des installations classées sur sa demande.

### **Article 20.2. Gestion des eaux superficielles**

L'exploitation ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations.

De manière à limiter les phénomènes d'érosion, les eaux pluviales transitant sur les banquettes doivent être dirigées, autant que faire se peut, vers le pied des gradins, grâce à la contre-pente d'environ 5% réalisée en pleine masse sur ces banquettes.

### **Article 20.3. Gestion des eaux souterraines**

Afin de pérenniser le captage d'alimentation en eau potable dit "Petite Source Carrière de Saint-Nabor", l'exploitant se fait communiquer le suivi quantitatif et qualitatif par le service gestionnaire.

Par ailleurs, il étudie avec ce service, les mesures compensatoires à mettre en œuvre dans le cas où l'exploitation serait à l'origine de l'altération de cette ressource.

## **Article 21 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU :**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

## **Article 22 - REJETS D'EAUX :**

### **Article 22.1. Eaux de procédé**

Le rejet d'eaux de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site est interdit.

Le circuit de récupération des sables et matières en suspension est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Les matériaux sont lavés en tant que de besoin à l'aide d'eau pompée dans des bassins situés sur le carreau de la carrière. L'eau de lavage circule en circuit fermé. Des bassins de décantation en nombres suffisants et de surface correctement dimensionnée permettent de la recycler intégralement et de ne pas la rejeter dans le milieu naturel.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

### **Article 22.2. Autres eaux**

Les autres eaux, pluviales susceptibles d'être polluées, et, de nettoyage, seront décantées, canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures et devront être conformes aux valeurs et prescriptions suivantes avant rejet dans le milieu naturel :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30° C,
- matières en suspension totales, concentration inférieure à 35 mg/l,
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l,
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l.

Les analyses devront être effectuées suivant les normes en vigueur.

### **Article 22.3. Eaux usées domestiques**

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au code de la santé publique.

Leur traitement devra être conforme aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.

## **Article 23 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement est mis en place au voisinage de l'exploitation. Au moins quatre points de prélèvement situés aux quatre points cardinaux sont placés aux sommets C2, Dg, J2 et V du polygone autorisé.

Les modes de prélèvement et d'analyses sur des capteurs respecteront la norme NFX-43-007.

## **Article 24 – DÉCHETS :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément.

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifiera le caractère ultime au sens de l'article L. 541-24 du code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets. L'arrêté du 7 juillet 2005 fixe les informations devant être contenues dans ces registres. Ces registres doivent être conservés au moins cinq ans.

## **Article 25 - BRUIT :**

### **Article 25.1 - Principes généraux**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

### **Article 25.2 - Valeurs limites**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 18 h	Émergence admissible pour la période allant de 18 h à 22 h
supérieur à 45 dB <sub>(A)</sub>	5 dB <sub>(A)</sub>	3 dB <sub>(A)</sub>

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

<b>PÉRIODES</b>	<b>PÉRIODE DE JOUR</b> allant de 7 h à 18 h	<b>PÉRIODE INTERMEDIAIRE</b> allant de 18 h à 22 h,
Niveau sonore limite admissible sur le périmètre de l'autorisation	70 dB <sub>(A)</sub>	60 dB <sub>(A)</sub>
Niveau maxi au point U (vers l'entrée Est du site)	60 dB <sub>(A)</sub>	50 dB <sub>(A)</sub>

Le travail de nuit (période comprise entre 22 h et 7h) ainsi que les dimanches et jours fériés, est interdit.

### **Article 25.3 - Contrôles**

Un contrôle de la situation acoustique est effectué dans un délai de 6 mois suivant le début des travaux et ensuite tous les 2 ans, par un organisme ou une personne qualifié.

### **Article 25.4 – Dispositions particulières**

Les installations de traitement des matériaux seront disposées le plus possible vers l'Ouest sur le carreau existant.

Les installations seront maintenues en bon état, et, notamment, des capots, écrans et protections seront mis en place de manière à atténuer les bruits générés par le fonctionnement des machines et la chute de matériaux.

## **Article 26 - VIBRATIONS :**

### **Article 26.1 - Principes généraux**

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

### **Article 26.1 – Utilisation de produits explosifs**

Dans le cas d'utilisation de produits explosifs pour l'abattage des matériaux, l'exploitant définit un plan de tir préalable.

La charge maximale instantanée autorisée lors des tirs est de 75 kg.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs ont lieu les jours ouvrables et de préférence en fin de matinée.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 4 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Fréquence en Hertz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Le respect de cette valeur est vérifié à chaque tir, par enregistrement sur deux sismographes placés, l'un dans les locaux du Couvent Sainte-Odile et l'autre, au droit de l'une des habitations les plus proches.

## SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

### **Article 27 - SURVEILLANCE DES REJETS :**

#### **Article 27.1 – Principes généraux :**

Tous les rejets et émissions canalisés doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 27.2 – Surveillance des eaux :**

Un contrôle des eaux superficielles sera réalisé deux fois par an (fin du premier et du second semestre), en aval du périmètre de l'exploitation.

Les prélèvements, exécutés dans les règles de l'art, seront effectués dans le ruisseau "le Pfriemental" en limite Est du site.

Les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.

Les paramètres analysés seront les suivants :

- pH, MES, DCO, conductivité et hydrocarbures totaux.

Les résultats des analyses, accompagnés de commentaires pertinents, seront communiqués à l'inspection des installations classées avant la fin des mois d'août et février qui suivent les dates des prélèvements.

## SUIVI DES TRAVAUX

### **Article 28 – COMMISSION D'INFORMATION ET DE SUIVI**

Il est créé une Commission d'Information et de Suivi des travaux de mise en sécurité et de remise en état des lieux.

Cette commission est présidée par le Préfet ou son représentant.

Elle est constituée des membres siégeant à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites – formation carrières, et, de l'exploitant.

Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président.

Dans le délai d'un mois précédant la tenue de la réunion, l'exploitant adresse au Préfet, un dossier comprenant :

- un mémoire sur les travaux réalisés depuis la tenue de la réunion précédente ;
- une présentation des travaux devant intervenir au cours de la période d'exploitation à venir ;
- un extrait de plan à jour présentant les zones en travaux et les parties déjà mises en sécurité et celles remises en état ;
- un rapport sur la description et les causes des incidents et accidents survenus à l'occasion des travaux et du fonctionnement des installations.

La première réunion de la commission se tient entre la date de déclaration de début des travaux prévue à l'article 10 du présent arrêté et le commencement des travaux.

## SÉCURITÉ

### **Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.



## **DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :**

#### **Article 30.1 – Principes généraux :**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son exploitation.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions prévues dans l'étude d'impact, la remise en état en zone naturelle est conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- mise en sécurité,
- démantèlement des installations fixes ou mobiles, matériels et stockages,
- insertion paysagère,

La remise en état de la carrière devra être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation.

#### **Article 30.2 – Apport de matériaux extérieurs**

Les apports extérieurs de matériaux, de type "terre végétale", nécessaires à la remise en végétation des banquettes et de certaines parties des merlons de protection et du carreau de la carrière sont autorisés sous les réserves suivantes :

- les matériaux apportés doivent être triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes ;
- ils sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination ;
- l'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre ;
- toutes protections seront prises pour éviter l'introduction d'espèces floristiques ou faunistiques pouvant être nuisibles au réaménagement futur du site.

#### **Article 30.3 – Prescriptions particulières**

La remise en état de la carrière est liée principalement à la mise en sécurité active et passive de l'ensemble par découpage des fronts de taille existant et confection de merlons interdisant l'accès au pied des fronts.

Cette mise en sécurité est doublée d'une mise en végétation partielle permettant de parfaire l'intégration de cette carrière dans son environnement. Elle permettra par ailleurs un réaménagement futur des lieux.

Le talutage des fronts et leur découpage en gradins s'effectuera comme il est précisé dans le dossier de demande d'autorisation et suivant les prescriptions particulières énoncées notamment aux articles 11 (clôtures) et 14-2 (réalisation des banquettes et talutage des fronts) du présent arrêté.

L'état final des lieux correspondra au plan d'aménagement du site annexé au dossier de demande.

## **Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES**

La mise en activité de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation, prévues aux articles R. 516-1 à R. 516-5 du code de l'environnement.

### **Article 31.1 – Montant des garanties financières**

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes triennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de:

Périodes triennales	Montant en euros TTC
1 <sup>ère</sup> période	491 000
2 <sup>ème</sup> période	298 000

Le début des périodes correspond à la date de signature du présent arrêté préfectoral.

L'indice de référence TP01 utilisé est de **579,3**, valeur de mai 2007. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 0.196

Le montant figurant dans le premier cautionnement à adresser au préfet conjointement à la déclaration de début des travaux prévue à l'article 10 du présent arrêté, correspondra au dernier indice TP01 connu à la date de la déclaration.

### **Article 31.2 - Actualisation du montant des garanties financières**

Tous les trois ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

### **Article 31.3. Justification des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

Préalablement à toute exploitation dans la période triennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

### **III- DIVERS**

#### **Article 32 – PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de SAINT-NABOR et d'OTTROTT et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans lesdites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

#### **Article 33 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge du SIVU des Carrières d'OTTROTT et de SAINT-NABOR.

#### **Article 34 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

#### **Article 35 – SANCTIONS :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

#### **Article 36 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
Les maires de SAINT-NABOR et d'OTTROTT,  
Le DRIRE d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée au Président du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) des Carrières d'OTTROTT et de SAINT-NABOR - Mairie de Saint-Nabor – 10 rue des Carrières - 67530 – Saint-Nabor.

LE PRÉFET,

**Délai et voie de recours** (article L 514-6 du Code de l'Environnement )

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'état dans le département.